

**ECONOMIE&ENTREPRISES**

Vie quotidienne

# Une transition écologique plus sociale

JEAN-CLAUDE BOURBON ET MICHEL WAITROP

Gary Bates/Getty Images

**Comment mieux accompagner les Français dans leur vie quotidienne pour se loger, se déplacer, se chauffer ?**

## Les enjeux

Loin devant les transports et l'industrie, le bâtiment est le plus gros consommateur d'énergie en France (43 % du total), même si ses émissions de gaz à effet de serre sont beaucoup moins importantes grâce au parc nucléaire (19,5 %).

La rénovation des habitations est un préalable. Plus de la moitié du parc a été construit avant 1975 et reste mal isolé. « *Depuis 2000, l'efficacité énergétique a permis, à elle seule, d'économiser autant de gaz à effet de serre que tous les moyens de production de ressources renouvelables installés ces vingt dernières années* », assure Franck Bruel, directeur général adjoint d'Engie et auteur d'un livre récent (1).

Le sujet n'est pas seulement environnemental, il concerne directement le pouvoir d'achat et permet de réduire les inégalités. L'Observatoire national de la précarité énergétique estime ainsi que 11,6 % des ménages (6,7 millions de personnes) sont en situation de précarité énergétique : ils dépensent plus de 8 % de leurs revenus pour se chauffer.

Même si 3,6 millions de ménages ont bénéficié l'an dernier du « *chèque énergie* » (150 € en moyenne), se chauffer représente encore une charge financière importante, environ 1 700 € en moyenne en 2017. Selon le Secours catholique, le montant médian des impayés atteint désormais 789 €, soit quasiment 200 € de plus qu'il y a dix ans.

Après l'habitat, la mobilité est l'un des domaines essentiels à traiter dans le cadre d'une transition environnementale. Les transports sont responsables en France de presque un tiers des émissions de gaz à effet de serre (GES), sans parler de leurs conséquences en termes de pollution atmosphérique, de bruit ou de congestion de l'espace public. Parmi ces transports, la route représente 90 % des émissions de GES.

Outre la part écrasante de la route dans le transport de marchandises (près de 90 %), les déplacements individuels sont aussi en cause : 80 % d'entre eux se réalisent avec une voiture particulière. En dehors des métropoles, de nombreux Français sont dépendants de leur voiture. D'où la sensibilité au prix des carburants. Mais aussi les difficultés pour ceux qui ne disposent pas d'un véhicule : une personne sur deux en insertion aurait déjà refusé un travail ou une formation en raison de problèmes de mobilité.

## Les freins

Rien ne sert de multiplier aides et dispositifs si les gens ne les connaissent pas ou ne savent pas les utiliser. Entre 2014 et 2016, 5,1 millions de propriétaires de maison (32 % du parc d'habitat individuel) ont amélioré le confort thermique de leur logement. Ils ont dépensé en moyenne 11 750 € et 60 % d'entre eux ont obtenu une aide financière.

Mais « *le gain obtenu en termes d'efficacité énergétique se révèle minime* », estime l'Ademe, qui vient de réaliser une très grosse enquête auprès de 29 000 ménages sur deux ans. Seulement 25 % des rénovations ont permis de gagner une classe dans les diagnostics de performance. « *Pourtant 85 % se déclarent satisfaits des résultats et un quart expliquent même qu'ils n'iront pas plus loin* », souligne Ariane Rozo, qui a piloté l'enquête. Elle regrette « *le manque de pédagogie* » autour du sujet : 15 % seulement des ménages concernés ont ainsi bénéficié d'accompagnement.

Tous les rapports consacrés au sujet convergent : l'argent public n'est pas forcément mis au bon endroit. La Cour des comptes déplore ainsi un saupoudrage avec 95 dispositifs fiscaux recensés en 2015. Elle regrette aussi la complexité de certains d'entre eux, comme le « *crédit d'impôt pour la transition d'énergétique* » (Cite), qu'elle juge « *peu incitatif* » pour les gros travaux de rénovation énergétique et dont le périmètre varie suivant les années.

Pour 2019, le gouvernement l'a de nouveau accordé pour le changement de fenêtres, alors qu'il l'avait supprimé en 2018 avant de le maintenir jusqu'au 30 juin, sous la pression des artisans et des fabricants. Selon l'Inspection générale des finances (IGF), cette opération constitue pourtant « *l'une des mesures les moins efficaces* » : pour réaliser un mégawattheure d'économies, il faut y consacrer 1 350 € contre 100 € pour l'isolation de la toiture.

Avant de démissionner l'an dernier, Nicolas Hulot avait plaidé pour la transformation du crédit d'impôt en prime, afin de gagner en visibilité. Mais Bercy s'y était opposé de peur d'un dérapage budgétaire.

Le budget, ce doit être aussi l'un des nerfs de la guerre pour les investissements dans les infrastructures de transport en France, du réseau ferroviaire au réseau routier. Le projet de loi d'orientation des mobilités a prévu une enveloppe de 13,5 milliards d'euros entre 2019 et 2023. Problème : il reste 500 millions d'euros de ressources nouvelles à trouver à partir de 2020 sous peine de réduire les ambitions.

Difficile en tout cas de faire renoncer les Français à l'usage de la voiture : près de 18 millions de Français sont privés de transports publics, comme l'a révélé récemment l'Observatoire des transports publics et ferroviaires.

## Les pistes

L'isolation des logements est une condition essentielle pour améliorer les conditions d'habitat et réduire les dépenses d'énergie. Depuis quelques années, les normes de construction ont ainsi été fortement relevées pour être plus respectueuses de l'environnement. La réglementation thermique prévue en 2020 (RT 2020) devrait même imposer que tous les nouveaux bâtiments produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

Il y a également les innovations technologiques. En moins de dix ans, les propriétés d'isolation de la laine de verre se sont améliorées de 20 % environ, de même, une chaudière à condensation permet de réduire de 30 % à 40 % la consommation. Au total, la consommation moyenne de chauffage par logement a été réduite de 33 % entre 1990 et 2015, selon l'Ademe.

Outre les classiques niches fiscales accordées pour rénover les logements, des dispositifs plus originaux ont été mis en place. C'est le cas des certificats d'économie d'énergie (CEE) instaurés en France en 2006, après une directive européenne. Ils poussent les fournisseurs d'énergie à financer les travaux chez leurs clients. Et, en fonction de leur chiffre d'affaires, ils ont un certain nombre de « *certificats* » à distribuer, avec des pénalités dans le cas contraire.

Les CEE ont déjà permis de changer 2,5 millions de chaudières, d'isoler 600 000 logements et d'installer 200 000 pompes à chaleur, selon le ministère de la transition écologique. Cela représente 3,5 milliards d'euros de travaux financés par an. « *Beaucoup peuvent en bénéficier, mais ne le savent pas* », assure Nicolas Moulin, fondateur de Primes énergie, qui se présente comme le plus gros intervenant du secteur. Mais le dispositif souffre aussi de sa mauvaise réputation, avec de nombreuses fraudes (faux chantiers, travaux surfacturés, etc.).

« Verdir » le parc automobile français en aidant les Français à remplacer des véhicules polluants par des modèles plus récents, c'est l'objectif de la nouvelle prime à la conversion, venue remplacer en ce début d'année le dispositif de 2015. Elle peut être doublée pour les ménages les plus modestes et éloignés de leur lieu de travail.

La transition écologique n'en passera pas moins par le combat contre ce que les spécialistes appellent désormais « l'autosolisme » c'est-à-dire l'usage individuel de la voiture. La loi d'orientation des mobilités, qui doit être présentée au Parlement au printemps 2019, se veut une boîte à outils à destination des territoires (et des entreprises) pour favoriser les solutions alternatives à la voiture, comme l'autopartage.

## repères

### **Internet et les portables poussent à la consommation d'électricité**

Le gouvernement vise 50 % de nucléaire dans la production d'électricité... à l'horizon 2035, contre 72 % aujourd'hui. La date prévue par la loi de transition énergétique de 2015 recule donc de dix ans. Dans ce but, 14 réacteurs doivent fermer d'ici là, sur les 58 du parc français. Les énergies vertes devraient représenter 40 % de la production en 2030.

Entre 1985 et 2015, la consommation finale d'énergie du secteur résidentiel a augmenté de 10 %. La consommation liée au chauffage a baissé de 2 % mais celle liée à l'usage spécifique « électricité » connaît une augmentation... de 111 %. L'essor des technologies de l'information et de la communication à travers Internet et les téléphones portables y a contribué.

L'empreinte carbone de la demande française en 2016 est de 689 millions de tonnes pour les trois principaux gaz à effet de serre, soit 11 tonnes par habitant.

(1) L'énergie efficace. Quand moins et mieux font plus, préfacé par Isabelle Autissier et Chantal Jouanno, Débats Publics, 260 p., 18 €

La Croix - lundi 14 janvier 2019

## ECONOMIE&ENTREPRISES

# Débat national questionnaire web

Faire des recherches et mettre à disposition du grand public des solutions alternatives crédibles écologiquement et qui soient bien sûr financièrement intéressantes.

**Catherine, 62 ans (Bas-Rhin)**

---

Utiliser la TVA à taux réduit pour les dépenses « vertes » (travaux d'isolation, chaudières non polluantes, voitures électriques, etc.) et à taux majoré pour les dépenses anti-écologiques (véhicules diesel, golf, etc.).

**Pierre, 62 ans (Hérault)**

---

Je baisse mon thermostat à 18 degrés. Ainsi, dans mon appartement récent et bien isolé, je suis chauffé par les voisins du dessus et du dessous. Mon chauffage ne me coûte rien, sauf l'eau chaude de la douche et l'abonnement à l'électricité et au gaz.

**Joseph, 69 ans (Nord)**

---

Faire glisser les budgets d'investissement nouveaux routiers vers les transports en commun.

**Yannick, 38 ans (Isère)**

---

Instauration d'une commission de réflexion à la reconversion des territoires concernés par des fermetures de sites nucléaires et pour le soutien, en prévision, de l'économie locale.

**Damien, 30 ans (Indre-et-Loire)**

---

Constructions d'éco-quartiers avec mise en commun de moyens usuels tels que jardins, buanderie, mixité des générations...

**Jacky, 73 ans (Vaucluse)**

---

Avoir une meilleure coordination entre les services de l'État et les solutions individuelles et alternatives : recyclage des huiles de friture, restriction des bâtiments de France aux projets éco-énergétiques, réquisition de bâtiments inoccupés...

**Déborah, 33 ans (Marne)**

---

Rétablir des lignes de trains régionaux qui desservent les villes moyennes.

**Didier, 59 ans (Cher)**

---

Avoir une politique volontariste du ferroutage, voire de cabotage maritime.

**Catherine, 62 ans (Gironde)**

---

Organiser un service en mairie, qui propose et gère du covoiturage.

**Geneviève, 57 ans (Vendée)**

---

Redonner vie aux campagnes : transports, accueil encadré de migrants pour « acclimatation », formation et emploi dans des filières déficitaires (artisanat) ou à créer : cultures bio, maintien des personnes âgées à domicile ou dans de petites structures permettant la mixité sociale...

**Marie, 80 ans (Côte-d'Or)**

---

Mettre en œuvre un « plan Marshall » en faveur du logement à la fois social et éco-construit.

**Yves, 70 ans (Hauts-de-Seine)**

---

Développer, pour tous les véhicules électriques, une batterie standardisée et consignée, interchangeable, que l'on vient remplacer en passant à une station-service.

**Xavier, 59 ans (Indre-et-Loire)**

---

Service de minibus électriques à disposition des gens dans les villages isolés.

**Jeanne, 75 ans (Gers)**

---

Pousser les fournisseurs de matériels et matériaux à créer, développer et optimiser les énergies et les matériaux durables, sans pétrole, recyclables, en circuits courts, à tarifs abordables.

**Olivier, 47 ans (Val-de-Marne)**

---

Inciter les jeunes à acheter leur logement en zone rurale : mieux vaut rembourser un prêt de 480€ qu'un loyer de 550€.

**Denis, 55 ans (Ardennes)**

---

La Croix - lundi 14 janvier 2019